

1er réseau 4G au Togo  
et dans l'UEMOA

Yas

Ni à gauche ni à droite même pas au centre



N°774



Prix 250 fcfa



# Le Libéral

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Mercredi 08 Avril 2026

**Ouverture solennelle  
de la première session  
ordinaire 2026 :**

L'Assemblée nationale  
sous le signe du  
dialogue et de la  
coopération africaine **P.4**



## SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL :

# La feuille de route 2020-2025 évaluée **P.3**

**Togo :**  
1,8 milliard  
de francs CFA  
pour protéger  
les droits des  
enfants en  
2025 **P.5**

**Facilitation des  
échanges régionaux :**  
Le Togo  
dématématise  
le certificat  
d'origine **P.2**

**Guerre au Moyen-Orient :**  
Le monde  
retient son  
souffle **P.4**



Combattons la dégradation de nos routes  
en évitant de surcharger nos véhicules

SAFER

Route Nationale N°1 (Agoué Cacoval) Lomé-Togo BP. 8644 - Tél. (+228) 22 51 88 55 - www.safer.tg

## Facilitation des échanges régionaux : Le Togo dématérialise le certificat d'origine

*Le Togo a franchi un pas important dans la facilitation des échanges régionaux et le renforcement de la compétitivité des entreprises nationales grâce à la dématérialisation du certificat d'origine. Ce document officiel, délivré par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) via la plateforme numérique TogoCham, permet aux entreprises d'accéder aux avantages tarifaires de l'Uemoa et de réduire les barrières administratives.*



La dématérialisation du certificat d'origine a déjà commencé à

porter ses fruits. En 2025, 1 973 certificats électroniques ont été délivrés à 25 entreprises, facilitant l'exportation de 282 produits industriels vers les pays de la sous-région, notamment le Niger, le Burkina Faso, le Mali et le Bénin. La valeur cumulée des produits exportés grâce à ces certificats atteint 37,3 milliards de francs CFA. Cette réforme numérique a permis de réduire considérablement les délais et les coûts d'exportation. Les démarches en ligne diminuent les risques d'erreur et suppriment les déplacements physiques, libérant du temps pour les activités productives. La gestion électronique

l'authenticité des certificats et la régularité des transactions.

Le gouvernement togolais prévoit d'étendre progressivement le dispositif aux 40 entreprises encore en attente de certification, ce qui devrait accroître mécaniquement le volume des échanges et la valeur des

exportations. Le Togo figure parmi les pays pionniers de la dématérialisation régionale, aux côtés du Sénégal et du Bénin.

Cette réussite encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour améliorer la compétitivité des entreprises nationales et favoriser la croissance économique. ■ ■

du document assure également une traçabilité complète et renforce la transparence, rassurant les partenaires commerciaux sur



**OTR**  
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Pièce : 0345 BM  
Nom : ETS000X  
Prénoms : XOSI  
Chassis : SB100000000004141  
Description : Puissance Facile entre 8 - 11 CV

A Payer Historique

Vous êtes à jour dans le paiement de la TVM de ce véhicule.

**En un click, payez votre TVM par**

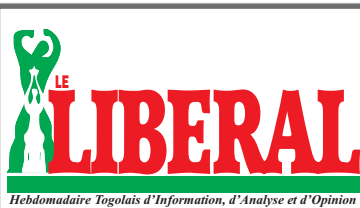
**mixx** **Moey Money Flooz**

**sur l'application OTR TVM disponible sur Playstore**

**8201** POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDÉRER POUR BATIR  
www.otr.fg



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC  
du 23 décembre 2010

### Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

### Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice  
Alain TCHEDRE  
Prosper AWIH  
Dick MESSAN (Stagiaire)  
Cyrille SABLASSOU

### Correcteur

S. Didier

### Infographie

JPB

### Adresse

Route du Contournement CEDEAO,  
Agoè Démakpè, non loin des rails  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 42 83 46  
13 BP 152 Lomé-TOGO

### Imprimerie

SDR

### Tirage

1000 exemplaires

## Séminaire gouvernemental : La feuille de route 2020-2025 évaluée

*Le premier séminaire gouvernemental de l'année 2026 a eu lieu ce mardi 7 avril, sous la houlette du Président du Conseil Faure Gnassingbé. L'objectif de cette rencontre était d'évaluer de manière rigoureuse la feuille de route 2020-2025 et de poser les jalons pour la prochaine feuille de route.*



Ce séminaire a été conçu comme un moment de réflexion et de cohérence, visant à transformer les ambitions du gouvernement en orientations claires et hiérarchisées, au service des priorités réelles des populations togolaises. Après avoir porté de grandes ambitions et financé des projets structurants, le gouvernement entend consolider ses acquis et concentrer son action sur ce qui compte le plus dans la vie quotidienne des citoyens. L'ambition du gouvernement est claire : faire vivre une action publique fondée sur des résultats concrets, mesurables et utiles. Cette approche vise à améliorer la qualité de vie des Togolais et à répondre à leurs besoins réels. Le séminaire a permis de faire le point sur les réalisations de la feuille de route 2020-2025 et de définir les priorités pour l'avenir. ■■■

PF

## La Feuille de route gouvernementale 2020-2025 : Un levier de transformation sociale et économique

*Le Togo a adopté une approche stratégique pour améliorer la gouvernance et le bien-être de ses citoyens à travers la Feuille de route gouvernementale (FDR) 2020-2025. Ce plan ambitieux vise à transformer l'action publique en une mécanique plus agile, plus lisible et plus proche des réalités vécues par les Togolais.*

Grâce à la FDR, les services publics sont devenus plus accessibles et plus efficaces. Les infrastructures se modernisent, les procédures s'allègent et la qualité des prestations s'améliore. Les populations bénéficient d'un environnement plus structuré, plus accueillant et plus adapté à leurs besoins. L'accès aux services essentiels tels que la santé, l'éducation, l'énergie, l'eau et les transports est désormais plus équitable. La FDR a également renforcé l'inclusion sociale en offrant un accompagnement accru aux ménages en situation de précarité, aux femmes, aux jeunes et aux enfants. Les programmes sociaux ont été intensifiés pour réduire les inégalités territoriales et garantir un accès plus équitable aux services essentiels. L'économie togolaise a également bénéficié de la FDR. Le gouvernement a prévu plus de 3 000 milliards de francs CFA d'investissements pour atteindre ses objectifs, avec une croissance économique visée supérieure à 6,5 % en 2024. Au troisième trimestre 2025, le Produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 6,3 % en glissement annuel. La réalisation de la FDR a engendré une hausse significative des investissements publics, atteignant 559 milliards de francs CFA en 2024 contre 394 milliards en 2020. Les réformes engagées ont permis de créer des opportunités pour les populations, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'entrepreneuriat. Le Togo est en



mouvement, porté par une volonté constante d'améliorer la vie de ses habitants, avec méthode, engagement et détermination. La FDR 2020-2025 est un exemple de réussite qui montre que la transformation sociale et économique est possible avec une approche stratégique et efficace. ■■■

LR

## Ouverture solennelle de la première session ordinaire 2026 : L'Assemblée nationale sous le signe du dialogue et de la coopération africaine

*L'Assemblée nationale a ouvert, ce mardi 7 avril 2026, sa première session ordinaire de l'année au siège de l'institution. Cette rentrée parlementaire s'annonce particulièrement marquante d'autant plus qu'elle accueille plusieurs délégations de présidents d'Assemblées nationales et de Sénats venus de divers pays du continent africain.*

Cette cérémonie solennelle traduit non seulement le démarrage des activités législatives pour l'année en cours, mais aussi la volonté de renforcer les liens de coopération interparlementaire en Afrique. La participation de ces hautes personnalités témoigne de l'importance accordée aux échanges d'expériences et à l'harmonisation des pratiques démocratiques entre les institutions parlementaires africaines.

Au cours de cette session, les députés seront appelés à examiner et adopter treize projets de lois inscrits à l'ordre du jour. Par ailleurs, cette ouverture constitue une occasion pour les autorités parlementaires de réaffirmer leur engagement en faveur de la consolidation de l'État de droit, de la bonne gouvernance et du renforcement du rôle du Parlement dans le contrôle de l'action gouvernementale.

Pour le président de l'Assemblée Nationale, Professeur Komi Sélom Klassou ces projets de lois sont autant d'occasions pour le

parlement de jouer un rôle moteur dans la transformation du Togo. Il a convié les députés à un débat rigoureux et constructif et une adoption rapide pour répondre aux attentes des populations. Le Professeur Komi Sélom Klassou a salué les instances de la francophonie (APF). Il a renouvelé les remerciements de l'assemblée nationale togolaise aux présidents des assemblées sœurs qui ont bien voulu

participer à l'ouverture de cette première session de l'Assemblée nationale togolaise.

En réunissant des représentants de plusieurs parlements africains, cette session inaugurale s'inscrit dans une dynamique d'intégration et de solidarité continentale, essentielle pour relever les défis communs et promouvoir une Afrique plus unie et prospère.

Étaient présents à cette cérémonie d'ouverture les présidents et vice-présidents des parlements du Bénin, de



la Centrafrique, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, du Ghana, du Gabon, de la Mauritanie, de la République démocratique du Congo, du Sénégal et du Tchad. Toutes ces délégations ont témoigné leur gratitude au peuple togolais et aux autorités togolaises pour leur accueil. Elles ont salué la

gouvernance démocratique innovante du Togo.

Cette première session ordinaire de l'année est couplée de celle du 17e Conférence des Présidents d'Assemblées et de Sections de la Région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.■■■

RT.

## Guerre au Moyen-Orient : Le monde retient son souffle

**L**a situation au Moyen-Orient est extrêmement tendue après l'ultimatum lancé par Donald Trump, président des États-Unis, à l'Iran. Le détroit d'Ormuz, verrouillé par Téhéran depuis le début du conflit, doit être rouvert d'ici mardi, sous peine de voir les États-Unis frapper les infrastructures énergétiques et les ponts iraniens.

Les frappes américano-israéliennes sur l'Iran ont repris, notamment sur les sites de Fordow, Natanz et Ispahan, ce qui a suscité une vive réaction de la part de Téhéran. L'Iran a riposté par des attaques de drones et de missiles visant



Israël, la Jordanie, l'Irak et des pays du Golfe abritant des installations militaires américaines.

Les conséquences économiques La situation a des répercussions mondiales, économiques, politiques et stratégiques. Une guerre dans la région pourrait entraîner une crise pétrolière, une crise financière, une crise migratoire et une crise

politique.

Le prix du pétrole brut a augmenté de 45 % et celui du gaz de 55 % depuis la fin février.

**Les efforts diplomatiques**

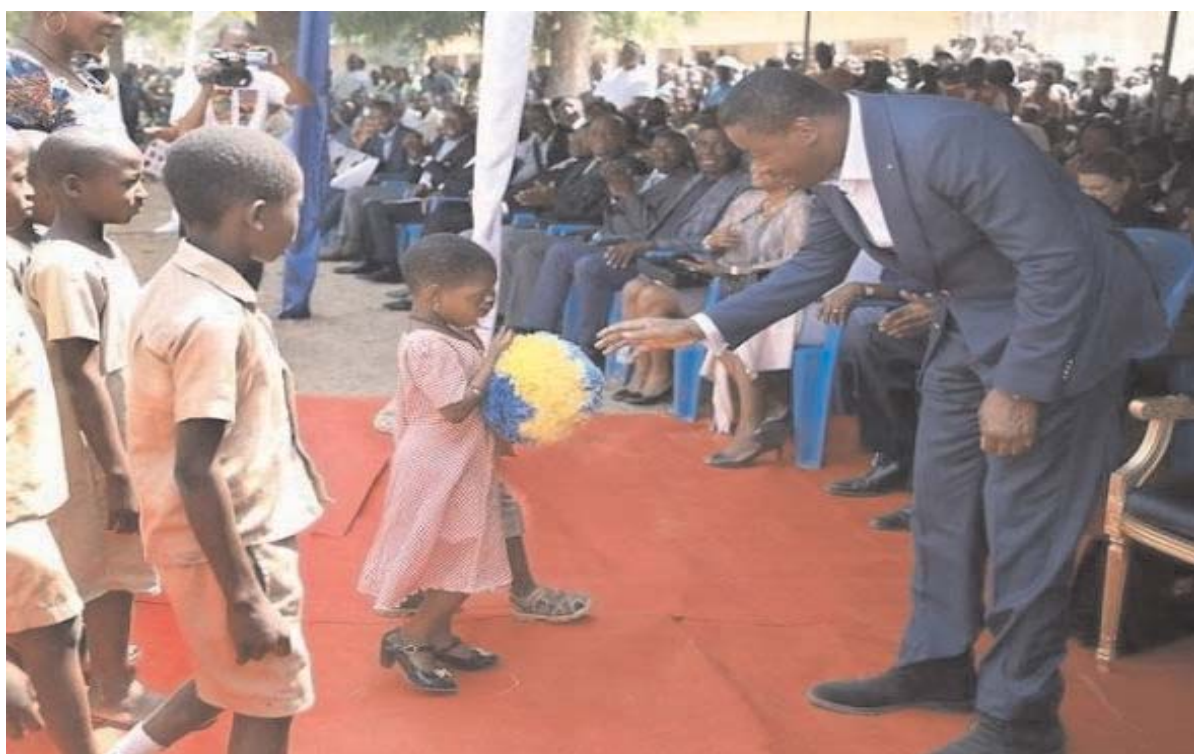
Des efforts diplomatiques sont en cours pour ouvrir une voie vers la paix. Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé à un arrêt immédiat des hostilités et a envoyé son envoyé personnel, Jean Arnault, dans la région.

La situation reste extrêmement volatile, et le monde entier retient son souffle, attendant de voir comment la situation va évoluer.■■■

LR

# Togo : 1,8 milliard de francs CFA pour protéger les droits des enfants en 2025

*Le Togo a mobilisé plus de 1,8 milliard de francs CFA en 2025 pour prévenir, signaler et prendre en charge les violations des droits des enfants. Un investissement significatif qui montre que protéger l'enfance est une priorité pour les pouvoirs publics.*



Les défis liés à la protection des enfants demeurent multiples, mais les autorités togolaises renforcent les mécanismes de veille et

d'intervention. Des dispositifs d'alerte sont mis en place, les acteurs de terrain formés et les communautés sensibilisées à la nécessité de signaler toute atteinte aux droits. La vigilance accrue permet de détecter plus rapidement les situations à risque et d'intervenir de manière plus efficace. Les enfants victimes bénéficient d'une prise en charge adaptée, incluant un accompagnement psychosocial, juridique et, lorsque nécessaire, une réinsertion dans un cadre sécurisé.

Les moyens financiers mobilisés ont permis de

soutenir des actions structurantes, telles que le renforcement des capacités des travailleurs sociaux, l'appui aux structures d'accueil et les campagnes de sensibilisation à grande échelle.

Le Togo place l'enfant au cœur de ses priorités, conscient que la protection des droits de l'enfance constitue le socle d'un développement durable. L'engagement est fort, les actions se multiplient et les résultats commencent à se faire sentir. La protection de l'enfance devient une réalité tangible. ■■■

LR



**Soyez vigilants,  
ne vous faites  
pas avoir !**

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, **il est interdit :**

- de s'inscrire via whatsApp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)



8201

POUR TOUTES  
INFORMATIONS

# Réforme de digitalisation du certificat de nationalité : Entre avancées et défis à relever

Lancée en décembre 2024 par le gouvernement, la réforme liée au processus de digitalisation du certificat de nationalité poursuit sa progression avec des avancées notables enregistrées mais aussi des défis à relever. Devant la presse ce mardi à Lomé, la Direction de la nationalité a présenté l'état des lieux de la mise en œuvre de cette réforme ambitieuse portée par le ministère en charge de la justice et des droits humains.

Dans la dynamique de modernisation de l'administration publique et de simplification des démarches pour les citoyens, une procédure de dépôt en ligne des demandes de certificat de nationalité a été mise en place à travers la plateforme numérique des services publics. Selon les autorités togolaises en charge de la justice et des droits humains, cette réforme est conçue pour simplifier les formalités administratives pour les citoyens, réduire les délais et améliorer l'efficacité des services de délivrance au profit des populations. Opérationnelle depuis décembre 2024, après une première phase amorcée en 2021 avec la



digitalisation des demandes de duplicata, d'améliorer

l'enregistrement, le traitement et la gestion des demandes du précieux sésame.

Selon la Directrice du Certificat de la Nationalité, Mme Kpatcha Tchamdja, ce sont au total 1650657 demandes qui ont été enregistrées sur la plateforme numérique au 1er mars 2026. Parmi ce lot, 127 791 dossiers ont été déjà traités avec succès pendant que 20 555 sont en attente de dépôt et 17 311 sont en attente de correction. Des chiffres qui témoignent de

l'adhésion des populations à la mise en œuvre de la réforme et la réussite des dispositifs déployés.

Ces avancées sont rendues possibles grâce à un dispositif administratif déployé dans toutes les préfectures qui sont désormais raccordées à la Direction du certificat de la nationalité. Les procédures mises en place permettent d'effectuer des dépôts en ligne en toute fiabilité avec des études centralisées et des notifications automatiques à chaque étape du processus. « Pour arriver à ces résultats encourageants, c'est-à-dire le nombre de demandes effectuées en ligne, traitées et rendues disponibles, il a fallu que tous les centres des services de la nationalité soient

interconnectés à la Direction et opérationnels avec les agents » a mentionné Mme Kpatcha Tchamdja.

Au-delà des performances réalisées dans le cadre de cette réforme, il faut souligner que d'importants défis restent à relever notamment la disponibilité de la connexion internet de façon optimale, ainsi que l'appropriation des procédures de demandes par les usagers.

Suite à la page 7

## AKOFA PROD

# Pressing



### NOS SERVICES

- Traitement professionnel des linges
- Repassage haute qualité
- Traitement anti-tâches
- Express
- Collecte et livraison à domicile

*L'excellence au service de l'élégance !*

**92 04 12 28 / 97 54 79 29**

Avédji, 100 m à gauche en quittant le rond-point Limousine pour l'église catholique.



# Réforme de digitalisation du certificat de nationalité : Entre avancées et défis à relever

Suite de la page 3

En effet, selon plusieurs témoignages, la connexion internet, lorsqu'elle n'est pas fluide, constitue parfois l'un des obstacles majeurs qui perturbent le bon déroulement des procédures de demande en ligne. Ce qui représente des préoccupations majeures soulevées par les populations.

L'autre difficulté est liée aux attitudes des usagers ou des demandeurs. Au lieu d'utiliser leurs données personnelles (numéro de téléphone ou adresse mail) pour effectuer eux-mêmes les formalités, ils font recours à des

intermédiaires pour se faire aider. Ceux-ci utilisant leurs adresses électroniques pour remplir les formalités à la place des demandeurs sont ceux qui suivent généralement l'évolution des dossiers. Conséquence : les vrais bénéficiaires sont rarement tenus informés des notifications que le système envoie sur l'évolution des traitements des dossiers.

Face à cette situation, la Direction du certificat de nationalité demande à tous les usagers d'effectuer les demandes avec leurs données et adresses

personnelles afin d'être au parfum de tous les détails liés à l'évolution des dossiers. « La direction exhorte vivement chaque citoyen à avoir un compte sur le portail en utilisant son mail et son téléphone personnels même quand on ne dispose pas de la connexion internet » a recommandé la Directrice du Certificat de nationalité.

Comme perspective, la direction en charge du

certificat de nationalité envisage plusieurs mesures notamment l'amélioration technique de la plateforme, la formation complémentaire des agents ainsi que la sensibilisation des populations sur les procédures en ligne.

Il est prévu également le renforcement de l'assistance aux usagers, à travers notamment le déploiement des

kiosques agréés dans toutes les localités du pays afin de garantir un accès facile aux services de demande en ligne. L'idée est de mettre en place des services d'assistance pour accompagner les demandeurs via le support de la plateforme des services publics mais aussi à travers le service de réclamation auprès du ministère de la justice. ■■

R.G

MOTOCYCLETTES	
Cylindrée	Tarif (FCFA)
Moto de plus de 125 cm <sup>3</sup>	15 000
Moto à trois (03) roues	40 000
VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE PERSONNES	
Puissance fiscale	Tarif (FCFA)
Moins de 5 CV	5 000
De 5 à 7 CV	10 000
De 8 à 11 CV	15 000
De 12 à 15 CV	20 000
De 16 à 20 CV	30 000
Plus de 20 CV	40 000
VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE MARCHANDISES & AUTRES	
Puissance fiscale	Tarif (FCFA)
Moins de 5 CV	20 000
De 5 à 7 CV	30 000
De 8 à 11 CV	40 000
De 12 à 15 CV	45 000
De 16 à 20 CV	50 000
Plus de 20 CV	55 000



Chers usagers de la route,  
Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

**Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)**